

Regards sur les troubles de Chine

par Charles MELCHIOR DE MOLENES

docteur en science politique, lauréat de l'Institut de France
et de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris.



Que la Chine compte 700 millions d'habitants, comme on a coutume de le répéter en France, ou seulement quelque 400 millions, selon les estimations du *Statist*, hebdomadaire de Londres corroboré par d'autres sources (Raymond Boisdé, qui les mentionne, cite même l'opinion exprimée en 1965 dans un périodique sérieux, *Population*, par l'expert néerlandais W.F. Wertheim selon laquelle l'ex-Empire du Milieu serait sous-peuplé et manquerait de main-d'œuvre...), le pays de Mao Tsé-Toung et de son héritier supposé Lin Piao est appelé à jouer un rôle croissant dans les affaires du monde. Son poids démographique — quelle qu'en soit la mesure exacte — est énorme. Cette immense population est traditionnellement très laborieuse et industrielle. La superficie est vaste, supérieure à celle de l'Europe entière, et le territoire moins dépourvu de ressources naturelles — en charbon par exemple — que la pauvreté présente ne le laisserait présumer. Les armes nucléaires commencent de figurer dans l'arsenal des dirigeants de Pékin, quoique en 1966 encore, un spécialiste aussi bien informé que Robert Guillaïn pensât que « la bombe » n'en était pas encore au stade dit opérationnel, c'est-à-dire utilisable en pratique. Le parti qui a gagné, contre le Kouo-Min-Tang de Tchang Kaï-Chek, la guerre civile en 1949 et son idéologie exercent de par le monde une attraction incontestable, bien qu'elle ne soit pas fatalement irrésistible, ainsi que l'ont montré déjà quelques-uns de ses échecs, en Afrique notamment.

De nombreux observateurs considèrent la situation internationale d'aujourd'hui et celle de l'avenir prévisible comme caractérisées par un conflit entre le régime de Pékin et les Etats-Unis. Celui qui les opposait à l'URSS tenderait, malgré certains retours de flamme surtout verbaux, à s'apaiser, particulièrement depuis les accords de Moscou en août 1963. Beaucoup, — qui sont souvent les mêmes —, analysent la conflagration du Vietnam — « la guerre néfaste qui ravage l'Asie du Sud-Est », selon l'expression du général de Gaulle — moins comme une résistance natio-

nale autochtone à la présence de l'étranger américain censé indésirable que comme un épisode, le plus violent actuellement, d'une rivalité planétaire et à long terme entre Pékin et Washington. Dernièrement, un éditorial non signé du *New York Times*, qui est loin de soutenir constamment et sans réserve les thèses et les initiatives du président Lyndon B. Johnson, envisageant l'éventualité que « le Nord Vietnam puisse être à même de secouer le joug chinois », ajoutait : « Une indépendance réelle à Hanoi pourrait malgré tout être la clef qui mettrait fin aux combats au Vietnam ».

Dans un autre secteur de l'opinion en octobre 1966, l'ancien président du conseil P. Mendès-France, au X^e Colloque juridique organisé par le regretté bâtonnier R.W. Thorp, et relatif aux conditions du règlement pacifique en Indochine, a, si l'on en croit le résumé du *Monde* (dont le directeur et plusieurs collaborateurs participaient à ces assises), exprimé l'avis que l'affrontement sino-américain en Asie du Sud-Est est le fond du problème, non sans raison.

*
**

Coïncidences, ou corrélations, chacun a constaté, depuis plusieurs années, la progression du rôle politique de l'armée, attestée, entre beaucoup d'autres signes, non seulement par la présence du maréchal Lin Piao au portefeuille de la Défense nationale, mais par la nomination d'autres officiers à la tête de ministères traditionnellement confiés à des civils, tel que Chen Yi aux Affaires étrangères, Li Hsien-Nien aux Finances, Ho-Lung aux Sports, Nieh-Jung-Chen aux Affaires atomiques, cinq militaires sur les huit ministres techniques « pour la fabrication des machines », etc.

L'animateur des recherches nucléaires, dont l'explosion du 17 juin a confirmé la qualité et l'avancement, se trouve être un militaire, ayant les titres de vice-président du gouvernement, et du conseil national de défense, ainsi que de président de la commission nationale et scientifique. C'est le maréchal Nieh Jung-chen, déjà cité. Originaire du Szechuan, âgé de 68 ans, entré au parti à 22 ans, au retour de ses études en France, il siège, depuis 1956, au cabinet Chou En-lai. Soit dit en passant, le Premier Ministre a, lui aussi, vécu jeune dans notre pays, au lendemain du conflit de 1914-1918. De formation ingénieur électricien (partiellement reçue en Belgique, selon des analystes dignes de foi) le maréchal atomique avait joué un rôle important, parmi les chefs de la 8^e armée, face à l'envahisseur japonais. Manifestement influent, il travaille depuis longtemps dans l'entourage de Chou, puisque son collaborateur à l'école militaire de Whampoa, dès 1924.

Autre personnalité gouvernementale à laquelle est attribué le grade

de général : le ministre de la Sécurité Hsieh Fu-Shih, président du comité révolutionnaire de Pékin. A la fin de juillet 1967, la mission effectuée par lui à Wuhan avec le directeur de la propagande du parti Wang Li a fait quelque sensation. Il semble qu'ils étaient chargés d'une sorte de reprise en main de la province de Hupeh, dont Wuhan est le chef-lieu, et où certains éléments, tels que le général Chen Tsaitao et le député et maire de la ville, Wang Jen-Chung, premier secrétaire provincial du parti, divergeaient de l'orthodoxie maoïste. Le général Hsieh aurait été emprisonné par les dissidents. Sa libération et son retour dans la capitale auraient été assez laborieux. Selon le journal *Wen Hui Bao*, de Changhaï, un groupe révolutionnaire de cette métropole envoya au ministre de la Sécurité une motion d'encouragement affirmant notamment, sur un ton si caractéristique : « A la veille de leur anéantissement, les leaders de Wuhan, en adoptant la voie capitaliste, ont poussé la folie jusqu'à inciter une organisation conservatrice à encercler et attaquer Hsieh Fu-chih et Wang Li (...) Les masses de Changhaï, indignées, transmettent leur profonde sympathie aux camarades Hsieh et Wang, victimes de cette affaire ».

Faut-il s'étonner qu'à Moscou, les *Izvestia* en aient donné le 27 juillet une version assez différente ? « Les émissaires de Mao Tsé-toung, Hsieh et Wang, envoyés à Wuhan rétablir l'ordre, furent arrêtés par les adversaires de la révolution culturelle. Ils ne purent rentrer à Pékin que difficilement. Les tentatives des maoïstes pour reprendre en main la situation à Wuhan ont échoué. Les unités militaires cantonnées dans la province (...) ne soutinrent pas Mao dans son dessein de destituer les chefs provinciaux du parti et de l'administration (...) » Et le grand quotidien soviétique d'en inférer : « La réserve principale de la révolution culturelle, l'armée, est de moins en moins docile à Mao. Même les unités qui lui sont fidèles hésitent. Les troupes prennent souvent une position d'attente, et parfois se placent directement du côté des adversaires de Mao. Les événements de Wuhan sont la preuve directe du manque de loyalisme d'une partie appréciable de l'armée au groupe de Mao. »

D'après les *Izvestia*, les mésaventures du général ministre de la Sécurité à Wuhan, centre routier, ferroviaire et portuaire considérable (sur le fleuve Bleu) et dont la population dépasse 2 millions d'habitants, attesteraient que « les convulsions de la révolution culturelle continuent d'épuiser les forces de la Chine ». J'ignore quelle compatibilité l'éditorialiste, porte-parole officieux du Kremlin en l'occurrence, voit entre cette thèse et la célérité-record de la progression thermonucléaire. Quoi qu'il en soit, et concernant l'armée, on relève que les doctrinaires chinois de la révolution dite culturelle la présentent comme appuyée sur la nécessaire conjonction de trois forces, dont les militaires sont l'une. Les

deux autres sont les cadres du parti et la jeunesse révolutionnaire. C'est même cette triple alliance qu'il était fait grief aux autorités de Wuhan de n'avoir pas, à l'échelon de leur région, opérée dans le délai voulu.

*
**

Quant au vaste mouvement de révolution culturelle, ses causes et ses buts véritables sont loin d'être clairs pour les étrangers. La variété des hypothèses émises en Occident le soulignerait. La version autorisée de Pékin a été formulée, une fois de plus, par Chou En-Lai dans une allocution consacrée à une exposition industrielle nipponne. La presse japonaise qui entretient plusieurs correspondants en Chine, et qui est une des sources du monde non communiste les mieux informées sur le pays de Mao, s'en est fait largement l'écho. D'après le correspondant du *Mainichi Shimbun*, le Premier Ministre a donc, le 26 juin 1967, défini cette agitation comme une sorte de mobilisation psychologique, principalement axée contre les Etats-Unis : « Si les Etats-Unis pénètrent sur notre continent, nous ferons l'impossible pour les en chasser. C'est notre ferme intention ». A vrai dire, personne n'en doutait. L'orateur éminent aurait ajouté que, dans cette éventualité, « la Chine combattrait seule. Nous ne tenterions pas de faire entrer les Soviétiques dans cette guerre ». Sa remarque suivante est déjà moins limpide : « L'affaire serait différente si les Soviétiques devaient venir à l'aide des Américains ».

A en croire le correspondant du *Yomiuri Shimbun*, le chef du gouvernement aurait aussi, et peut-être surtout, expliqué les événements par trois facteurs intérieurs. Il s'agirait d'abord d'une « révolution idéologique. Dix-sept ans après la fondation de la République populaire, l'économie a été reconstruite selon les préceptes du socialisme, mais souvent les anciennes conceptions demeurent. A moins de rénovation, il y a danger de dégénérescence à la fois pour l'économie et pour le régime. La révolution culturelle n'est pas terminée ».

Le deuxième point est allusif et non dépourvu, au moins pour un lecteur français, d'obscurités sans doute volontaires : « Nous devons lutter pour prendre les leviers de commande. En URSS, Khrouchtchev est venu au pouvoir après la mort de Staline et a essayé de rétablir le capitalisme. De cette expérience, nous avons appris que nous devons arracher le pouvoir des mains de ceux qui sont aux postes de commande ». C'est là, ordinairement, le langage et le programme d'un opposant et non d'un chef de gouvernement en place depuis une dizaine d'années. Que visait-il ou qui ? Est-ce une justification du mouvement par la lutte contre d'autres dirigeants, nationaux et locaux, civils et militaires, par exemple la faction du président de la République Liu Shao-Chi ?

Quant au troisième point, « il consiste à éduquer la prochaine génération. Il s'agit d'empêcher le danger du révisionnisme de renaître à l'avenir. Les Etats-Unis semblent avoir compris qu'ils ne peuvent placer leur espoir en la prochaine génération ». Assez précise en apparence, cette triple énonciation l'est sensiblement moins en réalité quand on en scrute de près la teneur. Dans un habile dosage, ces déclarations font alterner les lieux communs du marxisme avec les passages énigmatiques. On ne saurait dire qu'après les avoir examinées, tous les coins du voile fussent levés...

Les propos de Chou En-Lai confirment donc ce qu'écrivait, cinq mois avant, un des meilleurs connaisseurs français de l'Extrême-Orient, Robert Guillain : « La grande révolution culturelle prolétarienne est pour l'observateur occidental un casse-tête quotidien, d'ailleurs passionnant : difficile à déchiffrer dans ses origines et ses motifs, furieusement chinoise et originale sous son habillage marxiste, presque muette sur les faits réels, quand elle est tonitruante et intarissable dans les mots ». Et l'auteur du livre *Dans trente ans la Chine* d'ajouter avec raison : « Rarement l'interprétation d'un grand événement politique contemporain aura été plus délicate. Le journaliste étranger qui s'y essaye doit commencer, comme faisaient les Chinois eux-mêmes il y a peu d'années, par faire profession de modestie et confesser une grande part d'ignorance ».

L'expression même de révolution culturelle n'est pas sans ambiguïté en français. Certains, et non des moindres, ont dit qu'il s'agissait d'un contre sens de traduction. De fait, elle remonterait à V.I. Lénine. Dans l'application chinoise, elle semblerait signifier une mutation fondamentale des mentalités. C'est pourquoi le même Premier Ministre, exposant à son Assemblée nationale, dès la fin de 1964, les « tâches de la révolution culturelle », déclarait indispensable « une transformation radicale de toute idéologie, bourgeoise, féodale ou autre, qui ne convient pas à la base économique et au système politique socialistes ». C'est ce qui contribuerait à expliquer que des notabilités intellectuelles comme le ministre de la Culture Maotun, le vice-président de l'association des écrivains Shao Chuan et l'ancien président de l'Institut marxiste de Pékin Yang Hsien-Chen, aient été parmi les premières et principales cibles de cet ostracisme. Sans doute, le discours-programme de décembre 1964 concédait-il aux bourgeois, sur le plan personnel, « un brillant avenir pourvu qu'ils consentent à se remouler et qu'ils passent avec succès l'épreuve de la révolution socialiste ». Mais Chou En-Lai n'en affirmait pas moins sans équivoque : « Notre but est d'abolir finalement et une fois pour toutes la bourgeoisie et le capitalisme par une longue lutte de classes, et absolument pas de liquider la lutte de classes, ni de pratiquer la conciliation de classes, ni de garder la bourgeoisie

et le capitalisme ». C'est un an et demi plus tard que, par un article fort remarqué, l'organe de l'armée, le 18 avril 1966, mettra l'accent sur le vocable et le thème de la « révolution culturelle ».

Ses racines plongeaient dans un passé de plusieurs années au moins puisque, dès mai 1963, dans une note considérée comme une des chartes de l'entreprise, Mao Tsé-Toung lui-même soulignait la nécessité de la lutte de classes, de la lutte pour la production et de celle pour l'expérimentation scientifique dans la construction du socialisme, faute de quoi le pays courrait le risque d'« une restauration contre-révolutionnaire à l'échelon national ». Il en disait, du reste, autant dès 1962. Autre symptôme d'une crise durable et profonde : depuis la 2^e session de son 8^e congrès en mai 1958, le parti n'a plus tenu de congrès et n'a pas renouvelé, avant 1966, son comité central, ne respectant pas en cela le rythme quinquennal statuaire de ses désignations. Or, dans un pays communiste, la vie politique effective se situe bien moins dans les organes constitutionnels de l'Etat que dans les instances du parti.

*
**

De cette décennie si troublée, une explication cohérente, sinon entièrement convaincante, a été proposée par un spécialiste américain auquel s'est référé un grand journal de Milan. Selon ces analystes, et en bref, le conflit actuel opposerait « deux factions, qui veulent toutes deux réaliser le communisme, mais dont l'une, la faction anti-maoïste, veut arriver au communisme à travers l'impossible », écrit l'éditorialiste du *Corriere della Sera*. D'après l'auteur des Etats-Unis, Mao, écarté en 1958-1959 (il est exact que Liu Shao Chi fut élu chef de l'Etat en avril 1959 et réélu en janvier 1965) du pouvoir, en raison de l'échec de sa politique économique, celle du « grand bond en avant » et de l'expérience dite des communes populaires, n'aurait, depuis, cessé de manœuvrer pour retrouver son omnipotence. D'où la grande opération de la révolution culturelle, visant principalement à le débarrasser de Liu et de l'équipe de celui-ci. La conclusion de ces auteurs est que, « si Mao l'emporte, n'importe quelle folie sera possible y compris que Mao attaque la Russie. Si les anti-maoïstes l'emportent, il y aura une « démaoïsation » ; peut-être aussi une réconciliation avec la Russie, mais temporaire : le conflit est désormais dans les faits ». Cette dernière affirmation n'est malheureusement pas motivée par le publiciste italien, dans son intéressant article. Elle donnerait toutefois l'impression que les causes de la division actuelle des pays marxistes ne tiennent pas seulement à la personne du dictateur extrême-oriental et aux deux ambitions majeures qu'à juste titre, ces auteurs lui attribuent : celle d'acquérir un armement nucléaire et de

devenir lui-même « un des deux grands pontifes du communisme mondial ».

A mon sens, cette lecture des événements contient beaucoup de vrai. Elle n'en soulève pas moins des réserves ou objections. Des observateurs, qualifiés, notamment installés à Tokyo et se disant l'écho de certains milieux gouvernementaux japonais, estiment que Liu a perdu tout moyen d'action et ne conserve ses fonctions que parce que sa présence nominale à la tête de la République offre une cible commode à la campagne des maoïstes, dont le leit-motiv est l'appel à la vigilance. Dans cette vision des choses, la rénovation des cadres dirigeants du parti, locaux, régionaux et nationaux, est l'objet véritable de la grande mutation en cours. Les luttes — qui, à en croire des sources soviétiques, auraient été jusqu'à nécessiter le recours aux tanks et à l'artillerie lourde — se dérouleraient entre éléments également maoïstes, mais se disputant les postes d'autorité. La faction qualifiée d'anti-maoïste sur place serait celle des vaincus.

Sur ce point, les informations disponibles ici ne permettent pas de se prononcer avec certitude. Et qui sait si la réalité serait à mi-chemin des deux versions et varierait selon les zones et les moments de ce vaste et long processus ? Mais on constatera, par ailleurs que Mao, dépeint ci-dessus comme une sorte de chevalier de l'impossible — et, de surcroît, écrit l'expert américain, comme « un vieil homme en plein déclin intellectuel », dominé par sa « vanité » et ses « folies » (le mot : *folia* revient plusieurs fois dans le texte italien) a, dans une large mesure accompli ce que, selon ces mêmes auteurs, il s'assignait. La poursuite de ces fins n'était donc pas tellement utopique. Malgré la défection russe, à un prix énorme mais dans un délai record, la bombe H figure dans son arsenal et Pékin est devenu, sur le plan idéologique, un des deux pôles de la révolution prolétarienne — surtout dans le tiers-monde mais incontestablement, même si c'est un degré moindre que Mao ne le souhaitait.

Sur cet étrange homme d'Etat, je partagerais plutôt l'opinion de l'ambassadeur A. François-Poncet, auquel il n'inspire certes aucune attraction. Et pourtant, ainsi qu'il le dit avec raison, « ce despote est un extraordinaire personnage. Ce poète, dont on vante la délicatesse, a réussi là où un Hitler, un Mussolini n'avaient atteint leur but qu'approximativement, et pour peu de temps. Il a réussi à modifier profondément le caractère de son peuple, à l'obliger à ne plus fumer l'opium, à le niveler, en lui imposant un travail commun et, si l'on peut dire, un même uniforme, une même religion, qui repose sur l'adoration de sa personne ». Et le biographe et portraitiste de *Stendhal en Allemagne* ajoute : « Il a fasciné et fanatisé la masse de ses compatriotes. Du reste, si une velléité de desserrer ces contraintes et de penser librement se manifeste

parmi eux, il a tôt fait de charger ses « gardes rouges » d'y mettre bon ordre ».

Nul ne s'étonnera qu'une interprétation différente de la version pékinoise officielle ait été apportée par le diplomate précité. Il résume parfaitement son orientation en intitulant ses recueils d'articles : *Propos d'un libéral*. A. François-Poncet connaît d'autant mieux les régimes dictatoriaux — du moins ceux des années 1930 en Europe — qu'il représenta la France auprès d'Adolf Hitler, puis de Benito Mussolini. A ses yeux, la révolution culturelle a pour « instrument brutal et scandaleux » les gardes rouges, « c'est-à-dire la jeunesse des écoles et des universités ». Selon lui, « leur action répressive est dirigée contre les non-conformistes. Elle s'en prend à des communistes notoires, à des personnages investis de hautes fonctions, ayant joué un rôle important dans l'histoire de la révolution et qui passaient pour des amis tout proches de Mao. Mais ils critiquaient ce dernier ; ils laissaient voir qu'ils n'étaient plus d'accord avec sa politique ; ils étaient devenus, à leur tour, des « déviationnistes », et, par conséquent, des suspects. La mission des Gardes Rouges a été de les rappeler à l'ordre sans ménagement ».

L'éminent observateur explique de la sorte l'épithète par laquelle se caractérise la grande vague de fond qui soulève présentement l'ex-Empire du milieu : « La révolution dont ces jeunes forcenés sont les exécutants se qualifie de culturelle non pas parce qu'elle se propose de relever une culture déclinante, mais parce qu'elle tend à éliminer la mauvaise culture, une culture subversive, influencée par le réveil de l'esprit critique, et à restaurer la vraie culture, celle qui repose sur le communisme révolutionnaire intégral de Mao ». Et l'ancien haut commissaire à Bonn de se demander également si les « révolutionnaires prolétariens » recourent à « un vaste appareil de police, de prisons, de camps de concentration ? Y a-t-il une Gestapo chinoise ? ». A ce propos, il ajoute : « on ne nous parle jamais de cet aspect des choses ». Autre question qu'André François-Poncet se pose : « L'armée a tiré Mao d'affaire ; mais, demain, sera-t-elle encore avec lui ? ». Tel ne semble pas l'avis de l'académicien : « Tout ce qui est excessif périt. On ne peut pas vivre constamment avec le poing tendu. Un moment arrive, tôt ou tard, où il faut baisser le bras. La Chine populaire rejettera le conformisme exigé par Mao ». Et de pronostiquer un Neuf Thermidor, peut-être prochain d'après lui.

Dans leur ensemble, ces appréciations semblent pertinentes. Quant à un éventuel renversement de la vapeur, l'avenir seul dira ce qu'il en était.

*
* *

Sur la révolution culturelle, beaucoup d'incertitudes demeurent, soit par la nature confuse des choses, soit par l'insuffisance des renseigne-

ments. Il semble que les plus hautes autorités de l'Occident, et celles censées les mieux informées, en soient aussi, au moins dans une certaine mesure, réduites à hasarder des conjectures. Le *New York Times*, le 19 août 1967 notait : « S'il y a un pays que les Etats-Unis connaissent mal, c'est bien la Chine. Personne à la Maison Blanche comme au département d'Etat n'est capable, après plus d'un an, de dire ce que signifie réellement le conflit intérieur chinois ». Assurément, l'éditorial critiquait sévèrement Lyndon B. Johnson, dont il commentait une allocution télévisée. Cependant, ce quotidien est en général fort averti de ce qui se dit, se passe et se pense à Washington, et il entrait au moins une part de vérité dans sa dénonciation de l'« incapacité » officielle sur ce point. Tout incline à estimer que les autres gouvernements de l'Ouest sont, dans ce domaine, logés à la même enseigne...

La valeur des informations qui nous parviennent sur la révolution culturelle a été fondamentalement révoquée en doute par un journaliste qui ne semble pas incompetent, puisqu'il représenta l'agence Tanyoug à Pékin pendant sept ans et jusqu'en mai 1967. Il fut alors expulsé. (De fait, en août, après le départ du correspondant des agences scandinaves Munthe-Kaas, la presse occidentale n'a plus qu'un seul envoyé permanent dans la capitale chinoise, celui de l'AFP, Jean Vincent.) D'après un interview de ce publiciste yougoslave, Branko Bogounovitch. « les étrangers sont assignés à des hôtels qui leur sont réservés. Leurs mouvements sont restreints à un secteur limité. Ils ne peuvent voir grand-chose de ce qui se passe dans la ville ». Il en conclut que contrairement aux affirmations des correspondants japonais, soviétiques, etc., aucun voyageur « n'a vu à Canton des cadavres dans les rues et des corps pendus aux poteaux », et que ces narrations sont un tissu d'inventions ou d'inexactitudes volontaires. D'après lui, « tout semble se passer comme si quelqu'un au pouvoir à Pékin avait intérêt à ce que de telles nouvelles fussent lancées et surtout tolérées ».

Le collaborateur de Tanyoug vise ou le groupe de Mao, ou celui de Liu, et plus probablement le premier. Car c'est celui qui a le moyen de faire expulser les journalistes étrangers, instrument de pression auquel fait allusion B. Bogounovitch. J'ignore quel « intérêt » les animateurs des « révolutionnaires prolétariens » trouveraient à la propagation de rumeurs sans fondement, donnant l'impression au monde entier qu'ils se heurtent à une forte résistance et tendant à discréditer leur propre régime par l'étalage fictif de violences et de désordres sanglants. La discorde entre les maoïstes et les partisans du chef de l'Etat est un des points les plus évidents de cette agitation, tapageuse et ténébreuse à la fois, encore que certains analystes croient à une connivence secrète de Mao et de Liu pour donner le change à l'extérieur sur un

conflit factice, hypothèse qui me paraît difficilement acceptable. Sur quoi portent les divergences, sans parler des rivalités de personnes ? Plusieurs facteurs ont dû jouer. En juillet 1967, le *Quotidien du peuple* a distingué la « démocratie élargie » et la « démocratie extrême ». La première, d'inspiration maoïste, réserve la parole aux marxistes léninistes, et met l'accent sur la dictature du prolétariat. Par contre, la « démocratie extrême », système imputé aux partisans de Liu, donnerait la puissance à la bourgeoisie et liberté d'expression à chacun (y compris aux non communistes, par conséquent) avec l'anarchie pour résultat. Cette version maoïste tendrait à dépeindre les adversaires de la révolution culturelle comme plus tolérants que ses zéloteurs. Le *Quotidien* pékinois précise : « les leaders suivant la voie capitaliste exploitent les faiblesses de nos équipes révolutionnaires afin de créer une confusion et tenter un retour sur la scène politique. Ainsi l'anarchie et l'extrême-démocratie sont pour eux des armes favorites dans la contre-attaque contre le prolétariat ».

Quant à l'organe de l'armée, le *Drapeau rouge*, affirmant, vers la mi-août, que « l'homme qui détient les responsabilités les plus élevées dans le parti a toujours commis le crime de capitalisme », il a accusé Liu Shao-Chi de souhaiter, en dépit de la guerre du Vietnam, « développer des relations amicales » avec les Etats-Unis, d'avoir « collaboré » avec le Kouo Min-Tang réfugié à Formose, y compris par l'envoi d'armements, et, pour résumer, d'être « à la solde des impérialistes ». Il est donc officiellement inculpé de collusion avec les Américains, c'est-à-dire, dans le cadre des rapports actuels de la Maison Blanche et du palais de Chung Nan-hai, d'intelligence avec l'ennemi. Il a d'ailleurs aussi été incriminé récemment, d'avoir, il y a plusieurs années déjà, préconisé, dans les délibérations internes des instances dirigeantes du parti, une attitude plus conciliante à l'égard de l'URSS.

Vers la fin d'août, l'agence Chine nouvelle a rendu compte d'une grande réunion de Pékin où des journalistes, bien entendu acquis à la ligue gouvernementale, et représentant notamment la Radiodiffusion et les principaux organes de la capitale, ont vivement blâmé, comme « absurdes, révisionnistes et anti-révolutionnaires » les principes que le chef de l'Etat avait tenté de faire prévaloir quant à la tenue de la presse, par exemple : « des journaux pour le peuple tout entier », « des émissions pour tous », « une information doit être objective, juste, véridique et complète », « une information doit éveiller l'intérêt de tous ». Ces critiques de Liu Shao Chi ont traité « d'absurdités réactionnaires » les notions de véracité, objectivité, etc., auxquelles ils le disent attaché, expliquant que, pour eux, « la tâche essentielle de nos journaux, de notre radio et de notre agence de presse, est de répandre la pensée de Mao Tsé-toung, aujourd'hui et toujours, dans toute la Chine et dans le monde entier ».

Ce point tendrait à confirmer que Liu pâtit de son inclinaison, si atténuée soit-elle, à un peu plus de libéralisme. Or, cette doctrine a toujours été jugée irrémédiablement bourgeoise par la pensée marxiste. De même le *Quotidien du peuple* a fait grief au président de la République d'avoir, en préconisant l'attribution de primes de rendement, etc., aux ouvriers, favorisé chez eux le goût du bien-être et d'avoir, en agriculture, fait obstacle à la collectivisation des terres.

*
**

Si fragmentaires ou sujettes à caution, voire contradictoires que soient, sur ce domaine, les informations reçues à cette heure, certaines données essentielles n'en paraissent pas moins incontestables, ne serait-ce que par la concordance, sur ces faits, des appréciations portées par les analystes les plus divers, et même d'orientation hostiles les uns aux autres. En admettant que l'agence Tass exagérât au début d'août, en prétendant que « le climat en Chine méridionale et centrale ressemble de plus en plus à celui de la guerre civile », il n'en est pas moins exact que le maréchal Lin-Piao lui-même, non suspect de grossir l'opposition rencontrée, a qualifié cette situation de « guerre civile sans fusil », et que le 5 août, le *Quotidien du peuple* confirmait, s'il en était besoin, l'authenticité et l'intensité des remous — pour employer un euphémisme — en ces termes : « les attaques contre la dictature du prolétariat en Chine sont venues non seulement des échelons supérieurs, mais aussi des échelons inférieurs ». Le même organe de Pékin, fêtant le 8 août la commémoration de l'extension de la révolution culturelle décidée, un an avant, par le comité central, avait raison d'écrire : « Les douze mois écoulés ont été une période de grandes secousses ».

Ces « secousses » ont, manifestement été très violentes. Les troubles consécutifs sont loin de s'être tous résorbés « sans fusil », comme le donnait à espérer le ministre de la Défense. L'un des caractères de cette vive agitation, qu'il s'agisse d'une cause ou d'un effet de celle-ci, est la désunion apparue parmi les chefs, logiquement répercutée parmi leurs subordonnés. Si tel ou tel exemple est douteux, si le degré de fidélité ou de rébellion de tel général, ou de tel corps d'armée, ou de telle région militaire prête à contestation, par insuffisance quantitative et qualitative de renseignements, le phénomène — fort ancien, *mutatis mutandis*, dans la tradition chinoise avant 1949 — sa nature et sa réalité ne semblent pas discutables.

C'est dans ce contexte que se situent et s'éclaircissent les événements de Wuhan. Le *Quotidien du peuple* du 5 août n'avait pas tort d'y voir un « sérieux incident ». Celui-ci n'avait guère de précédent récent. En

outré, constitué des trois villes de Han Yang, Han Kéou et Wou Chang, ce port du Yang Tsé est une des principales métropoles du pays, en dehors de la capitale, de Changhai et de Canton. D'après le journal précité de Pékin, dont on n'aperçoit pas pourquoi il majorerait artificiellement la tension, l'épisode de Wuhan attesterait que « les promoteurs de la ligne bourgeoise contre-attaquent de plus en plus frénétiquement ». Prise à la lettre, cette formule de l'organe maoïste laisserait rêveur sur le bilan de dix-huit ans de révolution triomphante...

Quoi qu'il en soit, un des aspects centraux, l'essentiel peut-être, de la dissidence, fût-elle partielle et provisoire, du Hupeh est que celle-ci a été animée par une partie au moins des militaires locaux, dont le commandant de la garnison de Wuhan, le général Chen-Tsai-tao. Sans doute la mission du général ministre de la Sécurité, en juillet, a-t-elle conduit à l'arrestation de Chen, et son adjoint, le général Liu Feng, s'est rallié, d'après Pékin, à la ligne du gouvernement. (A condition, bien entendu, d'exclure de cette notion le président de la République, situation assez déconcertante pour des esprits dits cartésiens, puisque tout en restant chef de l'Etat, jusqu'à présent du moins, Liu Shao-Chi est vilipendé comme « agent du capitalisme infiltré dans le parti » depuis quarante ans, « ennemi du peuple » ou encore, selon la périphrase du *Drapeau rouge* le 31 juillet, « une haute personnalité au pouvoir qui a pris le chemin du capitalisme ».) Il n'en reste pas moins que sans la défection d'une large fraction des troupes du Hupeh et de leurs cadres, « les réactionnaires de Wuhan », selon l'expression de leurs ennemis, n'auraient pu avoir tant de succès.

Si l'en fallait confirmation, un officier d'aviation de Wuhan, chef de section de la 77^e compagnie, Sun Jin Fan, l'eût apportée sur les ondes de Radio Pékin, le 8 août. Il a souligné le désaccord de beaucoup de ses camarades aviateurs avec l'action de Mao (suivie par Sun), dissensions qu'il a attribuées au « Khrouchtchev chinois et ses agents dans le parti et l'armée », c'est-à-dire aux amis de Liu Shao-chi. Ces derniers, à l'échelon national, si l'on en croit une autre émission de Radio-Pékin, ont failli deux fois, en juin-juillet 1966 et janvier 1967, s'emparer du contrôle de l'aviation ; la lutte pour le commandement de cette arme restant, d'après cette source maoïste, « âpre et compliquée ».

*
**

Or, le cas de la grande cité de la Chine centrale n'est pas isolé. L'énumération serait longue et fastidieuse des villes et provinces où des sources sérieuses et variées ont signalé des émeutes graves et des combats dans l'été de 1967. Et ce d'un bout à l'autre de l'immense pays, de

Tchoung-King, capitale du Kouo Min-tang pendant l'invasion japonaise, au Sud-Ouest, jusqu'au Kirin, au Nord-Est, vers la Mandchourie. Le correspondant à Pékin du journal japonais *Asahi Shimbun* a signalé de graves déperditions dans la production industrielle et l'extraction de matières premières. L'important centre pétrolier de Taching a été perturbé, ainsi que les hauts fourneaux d'Anshan, et le bassin houiller de Fushun, le principal, s'est interrompu plusieurs semaines. Est-ce donc là le résultat des efforts que donnait à présager, dès le 26 décembre 1966, le *Quotidien du peuple* ? Cet organe d'une parfaite orthodoxie maoïste affirmait : « Un nouveau bond de la grande révolution culturelle prolétarienne se produit maintenant dans les entreprises industrielles et minières à travers la Chine entière. Dans les dix-sept dernières années nos entreprises industrielles et minières ont accompli de grands résultats. Mais beaucoup sont, à des degrés divers, sérieusement influencées par le capitalisme, le révisionnisme et même le féodalisme dans leur idéologie politique, leur organisation, leur administration et le travail de direction. La révolution culturelle doit être menée dans les entreprises et être menée vigoureusement ».

Le même journal sera contraint d'écrire huit mois après, que les adversaires de la révolution culturelle « ont lancé des attaques dans toutes les régions » et dira vrai. De même le *Drapeau Rouge* constatant — faudrait-il dire avouant ? —, dans un éditorial que la Radiodiffusion de Pékin mentionnait le 19 août et qui se voulait plutôt lénifiant, puisqu'il tendait à attester le loyalisme des militaires à l'égard de Mao : « les erreurs sont inévitables dans une lutte de classes aussi aiguë et complexe que celle qui se déroule actuellement en Chine ».

Pour s'en tenir à l'armée, et à quelques exemples parmi bien d'autres, le *Star* de Hong-Kong a mentionné la tentative de 13 chefs de régions militaires, à l'instigation du général Chen, de Wuhan, auprès de Chou En-lai, fin juillet. Ils invitaient le Premier Ministre à prendre les rênes, à cantonner désormais Mao dans un rôle décoratif, et à se séparer de Lin Piao. Cette rumeur peut surprendre dans la mesure où les trois personnages visés passent pour avoir lié partie. Plus sûre paraît la vaste épuration dont le *Mainichi Shimbun* de Tokyo s'est fait l'écho en août. Elle aurait touché le tiers des commissaires politiques de l'armée, dont le premier secrétaire du bureau du Sud-Ouest, Li Ching Chuan, et son homologue du Nord-Ouest, Liu Lan-tao.

Le ministre des Affaires étrangères, le maréchal Chen Yi, censé influent sur la 2^e armée, celle du Shantoung qu'il a jadis commandée, aurait eu à se justifier, le 7 août, devant des gardes rouges rassemblés dans son propre ministère. Ils l'incriminaient d'avoir « mené une politique étrangère révisionniste, » accusation que l'Occident estime bien injuste...

Tout au plus eût-il pu être tenu pour partiellement fautif de certains échecs diplomatiques, en Indonésie surtout, en Afrique et à Cuba aussi ? Mais ces mécomptes procédaient plutôt de la rigidité du dogmatisme que de la mollesse du révisionnisme. Du moins a-t-il gardé son portefeuille, à l'instar du ministre de l'Agriculture Tan Chen-lin, taxé de déviations analogues.

Plusieurs de ses collègues, dont des militaires, ont été moins heureux. Selon des analystes sérieux (car même la composition exacte du gouvernement chinois n'est pas certaine), huit des quinze vice-Premiers Ministres auraient été limogés en un an. Ils ne sont pas les seuls. Voici huit années que le maréchal Peng Teh-huai a été évincé par son successeur Lin Piao du ministère de la Défense. Mais, d'après l'*Asabi* japonais, il garderait une influence sur la première armée, au Nord-Ouest. Depuis 1966 auraient également été écartés, selon l'*Asabi*, le maréchal Liu Po-cheng, qui commandait la troisième armée, au Sud-Ouest (comptant, avec la quatrième, étalée de Pékin à Canton et contrôlée par Lin Piao, environ les quatre cinquièmes des effectifs totaux) et appartient au Politburo, le maréchal Ho Lung, l'ex-responsable politique de l'armée Liu Chih-chien, et l'ex-chef d'état-major, le général Lo Jui-ching.

De haut rang naguère, ce dernier serait d'après l'agence yougoslave Tanyoug plus ou moins passé en jugement devant la garnison de Pékin (ou une sorte de tribunal émanant de celle-ci) à la fin de juillet, et aurait été condamné pour usurpation. Le *Drapeau rouge* a accusé celui-ci, de même que le maréchal Peng Teh-huai, d'avoir, entre autres méfaits, « recruté des déserteurs, accepté des rebelles, formé des factions pour satisfaire des intérêts privés, entretenu des relations illégales avec l'étranger et fomenté des complots pour usurper le pouvoir du parti et de l'armée ». C'est à l'ombre tutélaire de Liu Shao-Chi et de son homme lige Peng Chen, maire destitué de la capitale, qu'ils sont censés avoir perpétré ces actes plus que délictueux.

A la fin d'août, la très officielle agence Chine nouvelle a signalé un autre grief imputé aux mêmes personnages. Si tant est qu'il soit au moins partiellement fondé, il serait des plus suggestifs. Lors d'une séance récente des Instituts de recherche de la Défense nationale tenue dans la capitale, le maréchal Peng et le général Lo se sont vus imputer d'avoir tenté de faire obstacle au progrès de l'armement nucléaire, vivement préconisé par Mao et poussé sur ses instructions, et à la construction des fusées intercontinentales, qui en sont le vecteur. Leur thèse, selon leurs adversaires, qui la dénoncent comme « non-sens capitulaires », se résumerait ainsi : « nous pouvons compter sur l'Union soviétique pour les missiles à longue portée » et « nous pouvons acheter des armes aux

pays capitalistes ». Les « capitulards » prônaient également l'orientation préférentielle des travaux de recherche vers la production. *Chine nouvelle* estime que « cette lutte est loin d'être finie » ; qualifiée « d'aigüe et compliquée », elle durerait depuis une dizaine d'années. Ces indications seraient fort importantes. Elles montreraient que l'ancien ministre de la Défense et l'ancien chef de l'état-major, dont l'avis n'était et n'est certainement pas isolé au sein de l'armée, désapprouvaient la politique militaire d'autarcie et même la priorité donnée aux efforts thermo-nucléaires — ou, comme l'a si justement défini, dans une autre occasion, Robert Guillain, « le terrible poids de la préparation de la bombe atomique chinoise », qui est, au surplus, l'une des pommes de discorde avec l'URSS.

Cette dernière, toujours dans ce même domaine et à en croire le *Star* de Hong-Kong à la fin d'août, serait de connivence avec le général commandant le Sinkiang, Wang En-Mao. Il serait en état de rébellion ou de semi-rébellion et, de collusion avec ses collègues du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, garderait le contrôle de sa province. Il aurait empêché le directeur des installations atomiques, Wang Pin-chan, de partir du chef-lieu, Ouroumtchi. Le but du Kremlin serait d'entraver le développement nucléaire de ses voisins, ou du moins de priver les maoïstes de la disposition de cet arsenal terrifiant. Le journal de Hong-Kong attribue même aux Russes, dont le Turkestan est limitrophe du Sinkiang, le souhait et le dessein de favoriser l'ascension politique de Wang En-mao dans une Chine où, en raison de son âge, la succession de Mao Tsé-toung est manifestement ouverte.

Habituellement bien renseigné sur ce qui se passe en Chine, le *Mai-nichi* de Tokyo a signalé la constitution d'un comité du parti communiste de cinq personnalités dit « groupe révolutionnaire de gauche appuyant les masses ». Animé par le général Hsieh Fu-Chi, vice-Premier Ministre, cet organe serait chargé, en réalité et sous son titre pompeux, depuis août 1967, d'aider au rétablissement de l'ordre dans l'armée. Si, comme tout incline à le penser, ce fait très vraisemblable est exact, n'est-il pas, à lui seul, une confirmation des plus claires ?

Autre indice, certain semble-t-il, puisqu'il s'agit d'une cérémonie publique qui a dû avoir de nombreux témoins et qu'ont relatée les agences France-Presse, Associated Press, et Reuter. A la commémoration du 40^e anniversaire de l'armée rouge chinoise, le 1^{er} août à Pékin, 9 des 13 généraux commandants de régions militaires étaient absents. Diversement interprété, le fait a été fort remarqué des observateurs.

Au terme de ces quelques réflexions sur un inépuisable sujet, qu'il soit permis de conclure en mentionnant deux passages des allocutions prononcées par le Premier Ministre Chou En-lai et par son collègue le maréchal Lin Piao lors de la dernière commémoration de la fête de la Révolution les 30 septembre et 1^{er} octobre 1966. Ces affirmations nous ont paru, dans leur concision, caractériser parfaitement un état d'esprit, ou du moins résumer éloquemment les thèmes majeurs de la doctrine en cours.

S'exprimant au nom du comité central du parti communiste et de Mao Tsé-Toung devant quelque 1.500.000 auditeurs, le ministre de la Défense, qualifié récemment de « dauphin apparent » par un analyste français pénétrant, a déclaré notamment : « l'impérialisme dirigé par les Etats-Unis et le révisionnisme moderne, sous l'impulsion du parti communiste de l'Union soviétique, sont de connivence, et ils préparent activement des escroqueries à la paix, en vue d'étouffer la flamme intense de la lutte révolutionnaire nationale du peuple vietnamien contre l'agression américaine ». Et de dénoncer « le complot des impérialistes américains et des révisionnistes soviétiques ».

Quant au chef du gouvernement décrit par l'observateur précité, non sans une touche d'ironie, comme « modérément extrémiste » dans la lutte actuelle des factions au sein de l'équipe dirigeante, il offrit le 30 septembre, un banquet à un millier d'invités réunis au palais de l'Assemblée populaire, pour leur proposer, entre autres vues, cet abrégé de la situation mondiale : « *En collusion avec le révisionnisme moderne, l'impérialisme américain*, qui est au bout de son rouleau, utilise les Nations unies pour concocter de nouvelles manœuvres intitulées pour-parlers de paix. Mais les Nations unies n'ont aucun droit à s'intégrer dans la question vietnamienne. L'héroïque peuple vietnamien ne cédera jamais ». Au cas où l'on penserait que le temps a calmé cette agitation, le style du communiqué de l'agence *Chine nouvelle* annonçant la fin de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacré en juillet 1967, à la crise du Moyen-Orient, montrerait qu'il n'en est rien : « La farce mise en scène par la clique révisionniste soviétique en collaboration étroite avec l'impérialisme américain a pris fin samedi ».

En 1967, dans cette ligne, une publication autorisée du pays n'a-t-elle pas été jusqu'à énoncer que la guerre est la forme supérieure de la lutte des classes ? On mesure mieux la portée d'une telle prise de position en se souvenant du rôle essentiel et moteur occupé, depuis l'origine, par le *Klassenkampf* dans la cosmogonie et la terminologie de Karl Marx, Friedrich Engels et leur école dont, comme on le sait, se réclament les dirigeants de la République populaire, qu'ils soient civils

ou militaires. Ils tendent même à revendiquer le monopole de cet héritage spirituel, et par conséquent, à leurs yeux, de l'orthodoxie socialiste comme de l'action authentique révolutionnaire — puisque la tradition communiste s'est toujours flattée d'associer indissolublement théorie et pratique.

